

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2007/29433]

Conseil supérieur des hautes écoles. — Nomination

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 novembre 2007, dans l'article 20, l'alinéa 2, 4° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 août 2007 portant nomination des membres des Conseils supérieurs des hautes écoles tel que modifié, un tiret supplémentaire est inséré avec les mots « Mme Hedwige REUTER » à partir du 12 novembre 2007.

 VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2007/29433]

Hoge raad van de hogescholen. — Benoeming

Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 november 2007, in artikel 20, tweede lid, 4° van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 augustus 2007 houdende benoeming van de leden van de Hoge raden van de hogescholen, zoals gewijzigd, wordt een bijkomend streepje ingevoegd met de woorden « Mevr. Hedwige REUTER » vanaf 12 november 2007.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

[2007/203547]

14 NOVEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant le projet de révision du plan de secteur de Marche - La Roche portant sur l'inscription d'une zone d'activité économique mixte réservée à l'implantation d'une laiterie, d'une zone d'habitat à caractère rural et de la désaffectation de deux zones d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Rendeux (Chéoux et Jupille-sur-Ourthe)

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2007 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 septembre 2004 et 15 avril 2005;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 30, 35, 42 à 44 et 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 mars 1987 établissant le plan de secteur de Marche - La Roche;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mars 2006 décidant la révision du plan de secteur de Marche - La Roche et adoptant l'avant-projet de révision de plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte réservée à l'implantation d'une laiterie et de la désaffectation de deux zones d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Rendeux (Chéoux et Jupille-sur-Ourthe);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 octobre 2006 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Marche - La Roche en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte réservée à l'implantation d'une laiterie et de la désaffectation de deux zones d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Rendeux (Chéoux et Jupille-sur-Ourthe);

Considérant que l'arrêté précité a soumis à étude d'incidences de plan en application de l'article 42, alinéa 2, du Code, les éléments de l'avant-projet de révision de plan de secteur portant sur l'inscription de la zone d'activité économique mixte, la prescription supplémentaire réservant la zone à l'implantation d'une laiterie et de ses activités connexes ou à d'autres activités agro-économiques et la création d'une voirie délestant le village de Chéoux du trafic généré par l'exploitation de la laiterie, reprise au titre de compensation alternative à l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation, en application de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, du Code; que l'inscription de deux zones agricoles, au titre de compensation planologique, a, par contre, été considérée comme une volonté de maintenir une situation de fait non susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement et ne devant dès lors pas faire l'objet d'une évaluation environnementale;

Considérant que la réalisation de l'étude d'incidences de plan sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Marche - La Roche susvisé a été confiée au bureau d'études Aménagement SC, de Bruxelles le 25 janvier 2007 au terme d'un marché public passé par procédure négociée sans publicité au sens de l'article 17, § 2, 1^o, a, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que cette étude d'incidences de plan confirme la justification socio-économique de l'avant-projet de révision du plan de secteur de Marche - La Roche en raison du rôle joué par la Laiterie coopérative de Chéoux pour la viabilité de la filière laitière wallonne et l'emploi en milieu rural;

Considérant que l'évaluation de l'avant-projet de révision a conclu qu'une localisation alternative ne se justifierait qu'en cas d'extension ou de modification des activités de la laiterie; qu'à cet égard, l'auteur de l'étude d'incidences de plan n'envisage pas que la laiterie puisse encore connaître d'augmentation de la quantité de lait à traiter; ses perspectives de développement relevant davantage de l'amélioration qualitative des produits ou de la production de nouveaux produits à haute valeur ajoutée;

Considérant que, compte tenu des investissements déjà réalisés, seul le déplacement de la caséinerie en vue d'en réduire l'impact sonore pour le voisinage est encore envisageable; que ce déplacement peut parfaitement s'opérer à l'intérieur du périmètre prévu pour la future zone d'activité économique mixte;

Considérant que l'étude considère dès lors que le site proposé par l'avant-projet est le plus adéquat pour répondre aux objectifs de la révision de plan de secteur;

Considérant que l'évaluation environnementale de l'avant-projet de révision de plan de secteur a fait apparaître les éléments suivants :

- les incidences sur l'air sont faibles et les mesures permettant d'intervenir tant sur les dégagements éventuels d'odeurs que sur une réduction plus importante encore de la production de gaz carbonique que celle obtenue grâce à l'utilisation de fuel léger pour le chauffage ne relèvent pas de la présente procédure;

- les incidences de l'avant-projet sur les eaux de surface et souterraines sont également faibles : l'étanchéité des dispositifs de stockage de soude et d'acide ainsi que des dépôts de fuel léger est jugée performante; la présence d'une station d'épuration limite les rejets d'eaux usées et l'existence de la mare permet de récolter les eaux de surface drainées en amont. Le bureau d'études estime que le projet de la laiterie d'aménager la mare en bassin de lagunage permettra de réduire davantage encore les charges en matières organiques des eaux provenant de la station d'épuration avant leur rejet dans la rivière et recommande par ailleurs qu'une campagne d'échantillonnage des rejets d'eaux usées soit réalisée dans le cadre de l'étude d'incidences liée à une future demande de permis afin de s'assurer que les normes en la matière sont respectées et que la faune et la flore aquatiques ne sont pas affectées par les activités de la laiterie;

- les valeurs acoustiques enregistrées dans le cadre de l'étude d'incidences de plan durant une semaine complète en quatre points dont les coordonnées Lambert correspondent aux points de mesure du CEDIA de l'Université de Liège confirment les résultats des simulations acoustiques et mesures précédemment réalisées par cet organisme; le niveau sonore de fond est inférieur à 40 dB(A) pendant l'ensemble des sept nuits considérées, à l'exception du point situé en face de l'habitation Dethier où le niveau L95 moyen atteint 41,4 dB(A); au demeurant, l'étude relève que la révision du plan de secteur, par l'inscription d'une zone d'activité économique mixte, modifie la norme de bruit et notamment la valeur limite à respecter la nuit qui est fixée à 45 dB(A) par le tableau 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et recommande à cet égard que l'autorité appelée à délivrer des permis ne s'en tienne pas strictement à cette valeur limite mais prescrive plutôt des seuils de bruit correspondant à des niveaux intermédiaires entre 45 et 40 dB(A) la nuit;

- l'implantation de la laiterie au point bas de la vallée et au centre de l'unité paysagère favorise son intégration au paysage mais contribue aussi à en faire un point d'appel visuel dans un paysage ouvert au départ des points de vue situés en altitude; si les espaces non bâtis au sein de l'exploitation contribuent à l'éclatement des volumes construits et à l'intégration au sein du village, leur importance et leur aménagement actuel produisent un effet visuel négatif; la réaffectation en zone agricole du verger situé au Nord-Est de la laiterie permet de préserver cet espace planté qui contribue au caractère du village et à l'intégration paysagère de la laiterie tant au niveau du village que de l'unité paysagère; pour garantir une bonne intégration au paysage et au milieu bâti, les permis d'urbanisme portant sur de nouvelles constructions ou la transformation de bâtiments existants devraient répondre à des impositions précises en termes d'implantation, de gabarit, de volumétrie et de matériaux; il conviendrait que les bâtiments existants les moins intégrés soient, à court terme, accompagnés par de la végétation et que le projet de plantations établi en 2004, qui ne prévoit que des écrans végétaux périphériques, soit complété par l'implantation de quelques massifs de grand volume pour favoriser la perception paysagère à longue distance et qu'il exclue les essences non locales;

- le trafic généré par la laiterie est de l'ordre de 16 à 24 camions le jour et 2 à 3 la nuit selon les périodes de l'année et est qualifié de minime par rapport au trafic total et légèrement inférieur au trafic des camions hors laiterie; la route de délestage prévue au titre de compensation alternative par l'avant-projet de révision de plan de secteur quel qu'en soit le tracé aura un impact négatif sur la faune, une incidence sonore se traduisant notamment par des bruits incidents dans de nouvelles directions, et altérera le paysage de la vallée;

Considérant, en synthèse, que l'auteur de l'étude d'incidences conclut de l'évaluation environnementale que l'avant-projet de révision n'est pas susceptible de changer la situation physique actuelle si ce n'est par la réalisation de la route de délestage prévue au titre de compensation alternative et l'application sans restriction qui pourrait être faite des normes de bruit prévues en zone d'activité économique mixte, telles que reprises au tableau 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant que l'auteur de l'étude d'incidences de plan recommande par ailleurs d'affecter en zone d'habitat à caractère rural le site d'activité économique désaffecté de l'ancienne laiterie reconnu par arrêté ministériel du 27 juillet 2005 et actuellement inscrit en zone d'activité économique mixte au plan de secteur afin qu'aucun obstacle juridique ne s'oppose à terme à ce qu'un programme de logements puisse y être réalisé et de manière à éviter qu'une activité économique ne répondant pas nécessairement à la condition de compatibilité avec le voisinage imposée par l'article 26 du Code relatif aux activités admises en zone d'habitat prenne place dans les anciens bâtiments de la laiterie;

Considérant qu'il résulte dès lors de l'évaluation réalisée que, pour autant qu'il soit renoncé à la réalisation de la route de délestage dont le coût financier et environnemental est jugé hors de proportion par rapport à la part du trafic dévié de la voirie publique et que le site d'activité économique désaffecté de l'ancienne laiterie soit inscrit en zone d'habitat à caractère rural, le bureau Aménagement ne remet pas en cause l'avant-projet de révision du plan de secteur de Marche - La Roche;

Considérant que les recommandations complémentaires et mesures préconisées par le bureau d'études pour réduire les effets négatifs de l'avant-projet portent sur :

- la prescription dans les permis d'environnement et d'exploiter ultérieurs d'un niveau de bruit autorisé la nuit intermédiaire entre 40 et 45 dB(A);

- la réalisation dans le cadre d'études d'incidences liées à des demandes éventuelles de permis d'environnement ou d'exploiter de campagnes d'échantillonnage des rejets d'eau de la laiterie dans le ruisseau;

- les mesures à prendre pour favoriser une meilleure intégration paysagère des constructions existantes dans le contexte bâti et non bâti du village de Rendeux ainsi que les prescriptions architecturales en matières d'implantation, gabarit, volumétrie et matériaux pour les nouvelles constructions et constructions existantes faisant l'objet d'agrandissement ou de transformation éventuels;

Considérant que conformément à l'article 42, alinéa 7, du Code, la Commission régionale d'Aménagement du Territoire a été tenue régulièrement informée de l'évolution et des résultats de l'étude d'incidences dont l'avant-projet de révision de plan de secteur de Marche - La Roche a fait l'objet; qu'en date du 13 mars 2007, elle a estimé la première phase de l'étude concluante et de bonne qualité et en date du 29 juin 2007 a confirmé la bonne qualité des travaux réalisés; que la Commission s'est par ailleurs ralliée aux propositions faites par le bureau Aménagement en ce qui concerne l'inscription en zone d'habitat à caractère rural du site de l'ancienne laiterie et l'inopportunité de la route de délestage;

Considérant que la Commission régionale émet un avis favorable sur les autres propositions d'affectation contenues dans l'avant-projet, à savoir : l'inscription en zone d'activité économique mixte du site de l'actuelle laiterie et en zones agricoles du verger jouxtant la laiterie de Chéoux, repris en zone d'activité économique mixte au plan de secteur en vigueur, et de la zone d'activité économique mixte de Jupille-sur-Ourthe;

Considérant que la proposition faite par la Commission de marquer la zone d'activité économique mixte d'une prescription supplémentaire "AE" pour réserver exclusivement la zone aux activités agro-économiques était déjà rencontrée par la prescription supplémentaire *S13 insérée à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mars 2006 établissant l'avant-projet de révision de plan de secteur; que cette prescription a été préférée à une surimpression "AE" telle que définie à l'article 31, § 1^{er}, du Code qui, en limitant la destination des terrains aux activités agro-économiques de proximité, aurait restreint sans fondement objectif les perspectives de réallocation éventuelle des terrains; que, pour ces raisons, le Gouvernement ne se rallie pas à l'avis émis par la Commission sur ce point;

Considérant que le Gouvernement fait siennes l'ensemble des recommandations et mesures présentées par l'auteur de l'étude d'incidences de plan; qu'il se rallie ainsi à sa proposition d'inscrire le site d'activité économique désaffecté de l'ancienne laiterie en zone d'habitat à caractère rural et renonce à la réalisation de la voirie de délestage prévue par l'avant-projet de plan de secteur; que les recommandations et mesures relatives au bruit et aux rejets d'eau ne relèvent pas du plan de secteur et devront être prises en considération lors de l'instruction des procédures administratives relatives aux permis corrélatifs à la présente révision de plan de secteur et seront, le cas échéant, précisées et complétées; que, par contre, celles portant sur l'intégration paysagère des bâtiments existants et futurs de la laiterie sont suffisamment précisées par l'étude d'incidences de plan - et revêtent, pour certaines, un caractère opérationnel - permettant de les fixer dès à présent au titre de mesures d'aménagement de la zone d'activité économique mixte;

Considérant que ces mesures d'aménagement à caractère paysager supposent qu'en ce qui concerne l'existant, un plan de plantations prévoyant, notamment, la plantation exclusive d'essences locales et indigènes, et l'implantation de quelques massifs de grand volume sur le site afin d'éviter les espaces trop vastes d'un seul tenant et de favoriser la perception paysagère du site de la laiterie à grande distance soit établi, validé par le Fonctionnaire délégué et mis en œuvre dans les trois ans qui suivent l'adoption définitive de la présente révision de plan de secteur; les plantations peuvent être précisées de la manière suivante :

- plantation de quelques arbres à haute tige :
- à hauteur de la zone de stockage, le long du chemin carrossable;
- sur la zone de stationnement à rue, en avant-plan des volumes du hall de traitement;
- en périphérie de l'espace bétonné de manœuvre;
- plantations ponctuelles à proximité des bâtiments présentant un impact négatif;
- création d'un écran végétalisé faisant office d'espace tampon vers les riverains de la rue Lavaux;

Considérant qu'en ce qui concerne les constructions futures ou celles, existantes, qui feraient l'objet d'agrandissement ou de transformation, les prescriptions des permis d'urbanisme ou permis uniques éventuels s'appuieront sur la philosophie du règlement général sur les bâtisses en site rural ainsi que sur la publication intitulée "Conseils pour l'intégration paysagère des bâtiments agricoles" éditée par le Ministère de la Région wallonne (Direction générale de l'Agriculture - Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine) et préciseront, notamment :

- implantations orthogonales ou selon les courbes de niveau;
- gabarits et volumes à l'échelle du contexte villageois, respect des volumétries traditionnelles locales, fractionnement des volumes importants;
- matériaux traditionnels pour les petits volumes, matériaux industriels compatibles avec le contexte traditionnel pour les grands volumes;

Considérant, en conclusion, que sur la base de l'étude d'incidences réalisée par le bureau Aménagement sur l'avant-projet de plan de secteur et des avis émis à ce stade par la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, le Gouvernement considère que le maintien de l'activité de la laiterie de Chéoux sur son site actuel à Rendeux se justifie et retient provisoirement, à cette fin, l'inscription au plan de secteur de Marche - La Roche :

- d'une zone d'activité économique mixte de 2,6 ha sur les terrains actuellement inscrits en zone d'activité économique mixte sur 1,8 ha et en zone agricole sur 0,8 ha et occupés par la laiterie coopérative de Chéoux sise rue Lavaux, à Rendeux;

- d'une zone agricole de 1,8 ha, en termes de compensation planologique au sens de l'article 46, alinéa 2, 3^o, du Code, sur les terrains actuellement affectés en zone d'activité économique mixte à Jupille-sur-Ourthe;

- Ainsi qu'à titre complémentaire l'inscription :

d'une zone d'habitat à caractère rural de quelque 0,1 ha sur le site d'activité économique désaffecté de l'ancienne laiterie;

et d'une zone agricole sur le terrain d'environ 0,3 ha situé au nord de la zone d'activité économique mixte actuellement occupée par un verger;

Considérant qu'il convient de prévoir la réaffectation du site de la laiterie au cas où celle-ci cesserait ses activités; qu'il est dès lors proposé de confirmer la surimpression d'une prescription supplémentaire *S13 prévue sur la zone d'activité économique mixte par l'avant-projet de révision de manière à préserver le lien de l'activité avec le secteur agricole en ce cas;

Considérant qu'afin de favoriser une meilleure intégration paysagère des bâtiments existants et futurs de la laiterie, il y a également lieu de prévoir, sur cette zone, des mesures d'aménagement particulières, telles que celles recommandées par l'étude d'incidences et décrites ci-avant;

Considérant que bien que la compensation planologique envisagée suffise à elle seule à répondre au prescrit de l'article 46, § 1^{er}, 3^o, du Code, le Gouvernement impose également, au titre de compensation alternative, la constitution d'un droit réel au profit de la commune de Rendeux portant sur l'ancien bâtiment de la laiterie, en pierres, dont la désaffectation a été constatée par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2005;

Considérant qu'il convient de poursuivre la procédure en adoptant provisoirement la révision du plan de secteur de Marche - La Roche;

Sur proposition de son Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. La révision du plan de secteur de Marche - La Roche (planche 55/5) en vue de l'inscription, sur le territoire de la commune de Rendeux, d'une zone d'activité économique mixte réservée à l'implantation d'une laiterie à Chéoux, d'une zone d'habitat à caractère rural et de deux zones agricoles à Chéoux et Jupille-sur-Ourthe est adoptée provisoirement conformément au plan ci-annexé.

Art. 2. La prescription supplémentaire suivante, repérée *S13, est d'application dans la zone d'activité économique mixte inscrite au plan par le présent arrêté :

"La zone d'activité économique mixte repérée *S13 est réservée à l'implantation d'une laiterie et de ses activités connexes ou à d'autres activités agro-économiques."

Art. 3. Au titre de mesures d'aménagement au sens de l'article 23, 3^o, du Code, la zone d'activité économique mixte inscrite au plan par le présent arrêté fera l'objet d'un plan paysager prévoyant la plantation exclusive d'essences locales et indigènes, et l'implantation de quelques massifs de grand volume sur le site afin d'éviter les espaces trop vastes d'un seul tenant et favoriser la perception paysagère du site de la laiterie à grande distance; ces plantations comporteront à tout le moins les éléments suivants :

a) plantation de quelques arbres à haute tige :

- à hauteur de la zone de stockage, le long du chemin carrossable;
- sur la zone de stationnement à rue, en avant-plan des volumes du hall de traitement;
- en périphérie de l'espace bétonné de manœuvre;

b) plantations ponctuelles à proximité des bâtiments présentant un impact négatif;

c) création d'un écran végétalisé faisant office d'espace tampon vers les riverains de la rue Lavaux.

Ce plan fera l'objet d'un accord du Fonctionnaire délégué. Sa mise en œuvre sera réalisée dans les trois ans de la révision définitive du plan de secteur.

Au même titre, les prescriptions des permis d'urbanisme ou permis uniques s'appuieront sur la philosophie du règlement général sur les bâtisses en site rural ainsi que sur la publication intitulée "Conseils pour l'intégration paysagère des bâtiments agricoles" éditée par le Ministère de la Région wallonne (Direction générale de l'Agriculture - Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine) et préciseront, notamment :

- implantations orthogonales ou selon les courbes de niveau;
- gabarits et volumes à l'échelle du contexte villageois, respect des volumétries traditionnelles locales, fractionnement des volumes importants;
- matériaux traditionnels pour les petits volumes, matériaux industriels compatibles avec le contexte traditionnel, pour les grands volumes.

Art. 4. La constitution d'un droit réel au profit de la commune de Rendeux portant sur l'ancien bâtiment de la laiterie, en pierres, dont la désaffectation a été constatée par arrêté ministériel du 27 juillet 2005 est imposée à titre de compensation alternative au sens de l'article 46, § 1^{er}, 3^o, du Code.

Art. 5. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article 43 du Code.

Namur, le 14 novembre 2007.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2007/203547]

14. NOVEMBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Annahme des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplanes Marche - La Roche zwecks Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets, das zur Niederlassung einer Molkerei, eines Wohngebiets mit ländlichem Charakter vorbehalten ist, und zur Stilllegung von zwei gemischten Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Rendeux (Chéoux und Jupille-sur-Ourthe)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2007 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 16. September 2004 und vom 15. April 2005 abgeänderten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2004 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 22, 23, 30, 35, 42 bis 44 und 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. März 1987 zur Festlegung des Sektorenplans Marche - La Roche;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. März 2006, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Marche-La Roche einer Revision zu unterziehen ist, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs einer Revision zwecks Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets, das zur Niederlassung einer Molkerei vorbehalten ist, und zur Stilllegung von zwei gemischten Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Rendeux (Chéoux und Jupille-sur-Ourthe);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Oktober 2006, durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplanes Marche - La Roche zwecks Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets, das zur Niederlassung einer Molkerei vorbehalten ist, und zur Stilllegung von zwei gemischten Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Rendeux (Chéoux und Jupille-sur-Ourthe) ausführen zu lassen;

In der Erwägung, dass die Elemente des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans, welche die Eintragung des gemischten Gewerbegebiets betreffen, die zusätzliche Vorschrift, nach welcher das Gebiet für die Niederlassung einer Molkerei und der damit verbundenen Nebenaktivitäten oder andere agrarwirtschaftlichen Aktivitäten vorbehalten wird, und das Anlegen einer Straße, durch die das Dorf Chéoux vom mit dem Betrieb verbundenen Verkehr entlastet wird, das als raumplanerischer Ausgleich für die Eintragung eines neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets in Anwendung von Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3^o, des Gesetzbuches gilt, durch den vorerwähnten Erlass einer Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung in Anwendung von Artikel 42, Absatz 2 des Gesetzbuches unterworfen sind; dass die Eintragung von zwei Agrargebieten als raumplanerischer Ausgleich dagegen als der Wille zur Beibehaltung eine Sachlage, die keine unbedeutenden Auswirkungen auf die Umwelt haben sollte, betrachtet wurde, und daher keine Umweltbewertung bedarf;

In der Erwägung, dass die Durchführung der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung über den vorerwähnten Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Marche - La Roche dem Planungsbüro "Aménagement SC" Brüssel am 25. Januar 2007 nach einem durch Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung vergebenen öffentlichen Auftrag im Sinne von Artikel 17, § 2, 1^o, a, des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge anvertraut wurde;

In der Erwägung, dass diese Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung angesichts der Rolle der genossenschaftlichen Molkerei Chéoux für die Dauerhaftigkeit der wallonischen Sparte Milch und die Beschäftigung im ländlichen Raum die sozialwirtschaftliche Begründung des Sektorenplans Marche - La Roche bestätigt;

In der Erwägung, dass bei der Bewertung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans geschlussfolgert wurde, dass eine alternative Standortwahl lediglich im Falle einer Erweiterung oder Abänderung der Aktivitäten der Molkerei gerechtfertigt wäre; dass in diesem Hinblick der Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung nicht damit rechnet, dass die Molkerei noch eine Erhöhung der zu behandelnden Milchmenge erfahren könnte; dass ihre Entwicklungsaussichten eher mit der qualitativen Verbesserung oder mit der Erzeugung neuer Produkte mit hohem Mehrwert verbunden wären;

In der Erwägung, dass angesichts der bereits getätigten Investitionen nur die Verlegung des Kaseinwerks zwecks der Verminderung dessen Schalleinwirkungen für die Nachbarschaft noch in Betracht gezogen werden kann; dass diese Verlegung innerhalb des für das zukünftige gemischte Gewerbegebiet vorgesehenen Umkreises wohl erfolgen kann;

In der Erwägung, dass in der Studie also betrachtet wird, dass der durch den Vorentwurf vorgeschlagene Standort am geeignetsten ist, um den Zielen der Revision des Sektorenplans entgegenzukommen;

In der Erwägung, dass aus der Umweltbewertung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans die folgenden Elemente herauskommen:

- die Auswirkungen auf die Luft sind schwach und die Maßnahmen, die sowohl im Bereich der eventuellen Gerüche als auch im Hinblick auf eine noch größere Verminderung der Erzeugung von Kohlendioxid, als diejenige, die dank der Verwendung von leichtem Heizöl schon erzielt wurde, einzugreifen erlauben, gehören nicht dem vorliegenden Verfahren;

- die Ein- und Auswirkungen des Vorentwurfs auf Oberflächen- und Grundwasser sind ebenfalls geringfügig: die Dichtigkeit der Lagervorrichtungen für Natron und Säure sowie der Deponien von leichtem Heizöl wird als leistungsfähig betrachtet; das Vorhandensein einer Klärstation begrenzt die Ableitung des Abwassers und das Bestehen des Teichs erlaubt eine Sammlung des stromaufwärts drainierten Oberflächenwassers; Das Planungsbüro erachtet, dass das Projekt der Molkerei, das darin besteht, das Teich als Abwasserteich einzurichten, die Gehalte an organischen Stoffen des Wassers aus der Klärstation vor dessen Ableiten in den Fluss noch zu reduzieren erlauben wird, und empfiehlt außerdem, dass eine Kampagne für die Probeentnahme des abgeleiteten Abwassers im Rahmen der mit einem zukünftigen Genehmigungsantrag verbundenen Umweltverträglichkeitsprüfung ausgeführt wird, um sicher zu machen, dass die einschlägigen Normen eingehalten werden, und dass die aquatische Tier- und Pflanzenwelt durch die Tätigkeiten der Molkerei nicht leiden;

- die akustischen Werte, die im Rahmen der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung während einer ganzen Woche an vier Stellen, deren Lambert-Koordinate den Messstellen des "CEDIA" der Universität Lüttich entsprechen, registriert wurden, bestätigen die Ergebnisse der durch diese Einrichtung vorher vorgenommenen akustischen Simulationen und Messungen; der Schallpegel des Grundgeräuschs liegt unter 40 dB (A) während der ganzen berücksichtigten sieben Nächte, mit Ausnahme der gegenüber dem Wohnhaus Dethier gelegenen Stelle, wo der durchschnittliche L95 Pegel 41,4 dB (A) erreicht; im übrigen wird in der Studie darauf hingewiesen, dass die Revision des Sektorenplans durch die Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets die Norm für den Schallpegel ändert, insbesondere den nachts einzuhaltenden Grenzwert, der in der Tabelle 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe auf 45 dB (A) festgelegt wird, und empfiehlt in diesem Zusammenhang, dass die Behörde, die die Genehmigungen erteilt, diesen Grenzwert nicht streng einhält, sondern eher Schwellenwerte für die Lärmpegel vorschreibt, die nachts zwischen 45 und 40 dB (A) liegen;

- die Niederlassung der Molkerei an der niedrigsten Stelle des Tals und in der Mitte der landschaftlichen Einheit fördert ihre Eingliederung in die Landschaft, trägt aber ebenfalls dazu bei, sie aus den hoch gelegenen Aussichtspunkten zum Blickfang in einer offenen Landschaft zu machen; auch wenn die nicht bebauten Räume in dem Betrieb zur Zersiedlung der bebauten Volumen und zur Eingliederung in das Dorf beitragen, wirken sie wegen ihrer Größe und ihrer heutigen Gestaltung optisch negativ; die Änderung der Zweckbestimmung des nordöstlich der Molkerei gelegenen Obstgartens in ein Agrargebiet erlaubt, diesen bepflanzten Raum zu bewahren, der zum Dorfcharakter und zur landschaftlichen Integration der Molkerei sowohl in dem Dorf als auch auf Ebene der landschaftlichen Einheit beiträgt; dass zur Sicherung einer guten Integration in die Landschaft und in die bebauten Umgebung die Städtebaugenehmigungen für Neubauten oder für den Umbau von bereits bestehenden Bauten genauen Auflagen in Sachen Standortwahl, Größe, Baukörperform und Materialien genügen sollten; für die bestehenden Baute, die am wenigstens integriert sind, sollte kurzfristig Vegetation vorgesehen werden, und das 2004 ausgearbeitete Bepflanzungsprojekt, in dem lediglich am Rande gelegene pflanzliche Schutzwände vorgesehen wurden, sollte durch die Ausstattung mit einigen großen Beeten ergänzt werden, um die landschaftliche Wahrnehmung aus großer Entfernung zu fördern, und die nicht heimischen Pflanzenarten ausschließen;

- der von der Molkerei erzeugte Verkehr ist von ungefähr 16 bis 24 LKW tagsüber und von 2 bis 3 nachts, je nach den Zeiten des Jahres, und gilt als geringfügig im Verhältnis zum Gesamtverkehr und leicht unter dem Verkehr der LKW außerhalb des Molkereiverkehrs; die durch den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans als raumplanerischer Ausgleich vorgesehene Entlastungsstraße, welche seine Trasse auch sein mag, wird eine negative Auswirkung auf die Pflanzenwelt, Schallauswirkungen, nämlich durch Entstehung von Lärmen in neue Richtungen, haben, und die Landschaft des Tals verändern;

In der Erwägung als Zusammenfassung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer aus der Umweltbewertung schlussfolgert, dass der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans die heutige physische Lage nicht ändern würde, außer durch den Bau der als raumplanerischer Ausgleich vorgesehenen Entlastungsstraße und die mögliche unbegrenzte Anwendung der in dem gemischten Gewerbegebiets vorgesehenen Normen für die Schallpegel, so wie sie in der Tabelle 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe aufgeführt werden,

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer außerdem empfiehlt, dem durch Ministerialerlass vom 27. Juli 2005 anerkannten und heute im Sektorenplan als gemischtes Gewerbegebiet eingetragenen stillgelegten Gewerbebetriebsgelände der ehemaligen Molkerei die Zweckbestimmung eines Wohngebiets mit ländlichem Charakter zu geben, so dass kein juristisches Hindernis später entsteht, um die Durchführung eines Wohnprogramms zu verhindern, und um zu vermeiden, dass eine wirtschaftliche Aktivität, die vielleicht die durch Artikel 26 des Gesetzbuches bezüglich der in den Wohngebieten zugelassenen Aktivitäten auferlegte Bedingung der Vereinbarkeit mit der Nachbarschaft nicht erfüllt, in den ehemaligen Gebäuden der Molkerei stattfindet;

In der Erwägung, dass aus der durchgeführten Bewertung also hervorgeht, dass vorausgesetzt, dass auf den Bau der Entlastungsstraße, deren finanzielle und Umweltkosten im Missverhältnis zu dem von dem öffentlichen Wegennetz gelenkten Verkehr stehen, verzichtet wird, und dass das stillgelegte Gewerbebetriebsgelände der ehemaligen Molkerei als Wohngebiet mit ländlichem Charakter eingetragen wird, das Planungsbüro "Aménagement" den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplan Marche - La Roche nicht in Frage stellt;

In der Erwägung, dass die zusätzlichen Empfehlungen und von Planungsbüro angeratenen Maßnahmen zwecks der Verminderung der negativen Auswirkungen des Vorentwurfs das Folgende betreffen :

- die Vorschrift in den späteren Städtebau- und Betriebsgenehmigungen, um nachts ein Lärmpegel zwischen 40 und 45 dB (A) zu erlauben?;

- die Durchführung, im Rahmen von Umweltverträglichkeitsprüfungen in Verbindung mit eventuellen Umwelt- oder Betriebsgenehmigungen, von Kampagnen für die Probeentnahme des in das Bach abgeleiteten Abwassers aus der Molkerei;

- die zu treffenden Maßnahmen zur Förderung einer besseren landschaftlichen Integration der bereits bestehenden Bauten in den bebauten oder nicht bebauten Zusammenhang des Dorfs Rendeux sowie die architektonischen Vorschriften in Sachen Standort, Größe, Baukörperform und Materialien für die Neubauten und bereits bestehenden Bauten, die ggf. aus- oder umgebaut werden;

In der Erwägung, dass gemäß Artikel 42, Absatz 7 des Gesetzbuches der Regionalausschuss für Raumordnung über den Ablauf und die Ergebnisse der Umweltverträglichkeitsprüfung, die über den Vorentwurf zum Sektorenplan Marche-La Roche durchgeführt wurde, regelmäßig informiert wurde; dass er am 13. März 2007 die erste Phase der Studie als schlüssig und guter Qualität erachtet und am 29. Juni 2007 die gute Qualität der durchgeführten Arbeiten bestätigt hat; dass sich der Regionalausschuss außerdem den durch das Planungsbüro "Aménagement" gemachten Vorschlägen angeschlossen hat, was die Eintragung als Wohngebiet mit ländlichem Charakter des Geländes der ehemaligen Molkerei und der fehlenden Zweckmäßigkeit der Entlastungsstraße betrifft;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung über die anderen im Vorentwurf enthaltenen Vorschläge zu den Zweckbestimmungen ein günstiges Gutachten abgibt, nämlich: die Eintragung in einem gemischten Gewerbegebiet des Geländes der heutigen Molkerei und in Agrargebiet des Obstgartens neben der Molkerei Chéoux, der im z.Z. geltenden Sektorenplan in einem gemischten Gewerbegebiet eingetragen ist, und des gemischten Gewerbegebiets von Jupille-sur-Ourthe;

In der Erwägung, dass dem Vorschlag des Regionalausschusses, das gemischte Gewerbegebiet mit einer zusätzlichen Vorschrift "AE3 zu versehen, um das Gebiet ausschließlich zu agrar-wirtschaftlichen Zwecken zu bestimmen, durch die in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. März 2006 über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans eingefügte zusätzliche Vorschrift "S13 bereits nachgekommen wurde; dass diese Vorschrift einem Überdruck "AE" im Sinne von Artikel 31 § 1 des Gesetzbuches vorgezogen wurde, weil dieser die Zweckbestimmung der Gelände auf bürgernahe agrarwirtschaftliche Tätigkeiten begrenzt und dadurch die Aussichten einer eventuellen Umnutzung der Gelände unbegründet beschränkt hätte; dass sich die Regierung aus diesen Gründen dem Gutachten des Ausschusses in diesem Hinblick nicht anschließt;

In der Erwägung, dass die Regierung die gesamten vom Umweltverträglichkeitsprüfer vorgestellten Empfehlungen und Maßnahmen zustimmt;

dass sie sich also seinem Vorschlag anschließt, das stillgelegte Gewerbegebiet der ehemaligen Molkerei in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter einzutragen, und auf die Verwirklichung der im Vorentwurf des Sektorenplans vorgesehenen Entlastungsstraße verzichtet;

dass die Empfehlungen und Maßnahmen bezüglich des Lärms und des Abwassers keine Angelegenheit des Sektorenplans sind und bei der Untersuchung der Verwaltungsverfahren bezüglich der mit der vorliegenden Revision des Sektorenplans verbundenen Genehmigungen zu berücksichtigen und je nach Fall genauer zu bestimmen und zu ergänzen sein werden;

dass im Gegensatz dazu, diejenigen, die die landschaftliche Eingliederung der bestehenden und zukünftigen Gebäude der Molkerei betreffen, durch die Plan -Umweltverträglichkeitsprüfung genug bestimmt werden (einige haben einen operationellen Charakter), und infolgedessen jetzt schon als Raumordnungsmaßnahmen des gemischten Gewerbegebiets festgelegt werden können;

In der Erwägung, dass diese Raumordnungsmaßnahmen mit landschaftlichem Charakter voraussetzen, dass für das bereits Vorhandene, ein Bepflanzungsplan, der insbesondere die ausschließliche Bepflanzung mit lokalen und heimischen Arten sowie die Anlage von einigen großen Beeten auf dem Gelände vorsieht, um zu weite Räume an einem Stück zu vermeiden, und die landschaftliche Wahrnehmung des Geländes der Molkerei aus großer Entfernung zu fördern, aufgestellt, vom beauftragten Beamten gebilligt und innerhalb von drei Jahren nach der endgültigen Annahme der vorliegenden Revision des Sektorenplans verwirklicht wird; die Anpflanzungen können wie folgt bestimmt werden:

- Bepflanzung mit einigen hochstämmigen Bäumen:
- in der Höhe der Lagerzone, entlang des fahrbaren Wegs;
- auf der Parkfläche auf der Straße, im Vordergrund der Volumen der Behandlungshalle;
- am Rande der als Wendefläche dienenden betonierten Fläche;
- Punktuelle Anpflanzungen in der Nähe der Gebäude, die negativ aussehen;
- Schaffung einer pflanzlichen Schutzwand, die als Pufferzone für die Anwohner der "rue Lavaux" dient;

In der Erwägung, dass für die zukünftigen oder bereits bestehenden, aus- bzw. umzubauenden Bauten, die Vorschriften der eventuellen Städtebau- oder Globalgenehmigungen auf der Philosophie der Allgemeinen Bauordnung für ländliche Gegenden sowie auf der vom Ministerium der Wallonischen Region (Generaldirektion der Landwirtschaft - Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes) veröffentlichten Publikation "Conseils pour l'intégration paysagère des bâtiments agricoles" (Ratschläge für die Integration der Agrargebäude) beruhen und insbesondere das Folgende bestimmen werden:

- orthogonale Gestaltung oder je nach den Niveaukurven;
- Größen und Volumen im Maßstab des dörflichen Zusammenhangs, Einhaltung der traditionellen Baukörperformen, Teilung der großen Volumen;
- traditionelle Materialien für die kleinen Volumen, industrielle Materialien, die mit dem traditionellen Umfeld vereinbar sind, für die großen Volumen;

In der Erwägung, als Schlussfolgerung, dass auf der Grundlage der durch das Büro "Aménagement" durchgeführten Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf des Sektorenplans und der in diesem Stadium durch den Regionalausschuss für Raumordnung abgegebenen Gutachten die Regierung der Ansicht ist, dass die Beibehaltung der Aktivität der Molkerei von Chéoux in ihrem aktuellen Standort in Rendeux gerechtfertigt ist, und zu diesem Zweck die Eintragung im Sektorenplan Marche - La Roche des Folgenden vorläufig auswählt;

- eines gemischten Gewerbegebiets von 2,6 ha auf den zur Zeit zu 1,8 ha in einem gemischten Gewerbegebiet und zu 0,8 ha in einem Agrargebiet eingetragen und durch die genossenschaftliche Molkerei von Chéoux mit Sitz rue Lavaux in Rendeux benutzten Geländen;
- eines Agrargebiets von 1,8 ha als raumplanerischer Ausgleich im Sinne von Artikel 46, Absatz 2, 3°, des Gesetzbuches auf zur Zeit als gemischte Gewerbegebiete eingetragenen Geländen in Jupille-sur-Ourthe;
- sowie zusätzlich die Eintragung:

eines Wohngebiet mit ländlichem Charakter von ca. 0,1 ha auf dem stillgelegten Gewerbebetriebsgelände der ehemaligen Molkerei;

und eines Agrargebiets auf dem Gelände von ca. 0,3 ha nördlich des zur Zeit als Obstgarten dienenden gemischten Gewerbegebiets;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, eine andere Zweckbestimmung des Standorts der Molkerei vorzusehen, falls diese ihren Betrieb einstellen würde; dass demnach vorgeschlagen wird, den Überdruck mit einer zusätzlichen Vorschrift *S13, die auf dem gemischten Gewerbegebiet durch den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans vorgesehen wurde, zu bestätigen, um die Verbindung mit dem Agrarsektor jedoch zu erhalten;

In der Erwägung, dass zur Förderung einer besseren landschaftlichen Integration der vorhandenen und zukünftigen Gebäude der Molkerei es ebenfalls Anlass besteht, für dieses Gebiet besondere Raumordnungsmaßnahmen wie diejenigen, die in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgesehen und oben beschrieben werden, vorzusehen;

In der Erwägung, dass obwohl der in Betracht gezogene raumplanerische Ausgleich alleine schon reicht, um den Bestimmungen von Artikel 46, § 1, 3°, des Gesetzbuches zu genügen, die Regierung trotzdem die Bildung eines dinglichen Rechts zugunsten der Gemeinde Rendeux betreffend das alte steinerne Gebäude der Molkerei, dessen Zweckentfremdung durch den Ministerialerlass vom 27. Juli 2005 festgestellt worden ist, als alternative Ausgleichsmaßnahme auferlegt;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, das Verfahren durch die vorläufige Annahme der Revision des Sektorenplans Marche-La Roche fortzuführen;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
Beschließt:

Artikel 1 - Die Revision des Sektorenplanes Marche - La Roche (Karte 55/5) zwecks Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets, das zur Niederlassung einer Molkerei in Chéoux vorbehalten ist, eines Wohngebiet mit ländlichem Charakter und zweier Agrargebiets in Chéoux und Jupille-sur-Ourthe auf dem Gebiet der Gemeinde Rendeux wird gemäß dem beiliegenden Plan vorläufig angenommen.

Art. 2 - Die folgende Zusatzvorschrift (gekennzeichnet *S13) gilt in dem gemischten Gewerbegebiet, das durch den vorliegenden Erlass in den Plan integriert wird:

"Das gemischte *S13" bezeichnete Gewerbegebiet wird der Niederlassung einer Molkerei und der damit verbundenen Nebenaktivitäten oder anderen agrarwirtschaftlichen Aktivitäten vorbehalten."

Art. 3 - Als Raumordnungsmaßnahmen im Sinne von Artikel 23, 3°, des Gesetzbuches wird das durch den vorliegenden Erlass im Plan eingetragene gemischte Gewerbegebiet den Gegenstand eines Landschaftsplans bilden, der die ausschließliche Bepflanzung mit lokalen und heimischen Arten sowie die Anlage von einigen großen Beeten auf dem Gelände, um zu weite Räume an einem Stück zu vermeiden, und die landschaftliche Wahrnehmung des Geländes der Molkerei aus großer Entfernung zu fördern, vorsieht; diese Anpflanzungen werden mindestens die folgenden Elemente enthalten:

- a) Bepflanzung mit einigen hochstämmigen Bäumen:
 - in der Höhe der Lagerzone, entlang des fahrbaren Wegs;
 - auf der Parkfläche auf der Straße, im Vordergrund der Volumen der Behandlungshalle;
 - am Rande der als Wendefläche dienenden betonierten Fläche;
- b) Punktuelle Anpflanzungen in der Nähe der Gebäude, die negativ aussehen;
- c) Schaffung einer pflanzlichen Schutzwand, die als Pufferzone für die Anwohner der "rue Lavaux" dient;

Dieser Plan wird der Zustimmung des beauftragten Beamten bedürfen. Seine Verwirklichung wird innerhalb von drei Jahren ab der endgültigen Revision des Sektorenplans erfolgen.

Ebenso werden die Vorschriften der Städtebau- oder Globalgenehmigungen auf der Philosophie der Allgemeinen Bauordnung für ländliche Gegenden sowie auf der vom Ministerium der Wallonischen Region (Generaldirektion der Landwirtschaft - Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes) veröffentlichten Publikation "Conseils pour l'intégration paysagère des bâtiments agricoles" (Ratschläge für die Integration der Agrargebäude) beruhen und insbesondere das Folgende bestimmen:

- orthogonale Gestaltung oder je nach den Niveaukurven;
- Größen und Volumen im Maßstab des dörflichen Zusammenhangs, Einhaltung der traditionellen Baukörperformen, Teilung der großen Volumen;
- traditionelle Materialien für die kleinen Volumen, industrielle Materialien, die mit dem traditionellen Umfeld vereinbar sind, für die großen Volumen.

Art. 4 - Die Bildung eines dinglichen Rechts zugunsten der Gemeinde Rendeux betreffend das alte steinerne Gebäude der Molkerei, dessen Zweckentfremdung durch den Ministerialerlass vom 27. Juli 2005 festgestellt worden ist, wird als alternativer Ausgleich im Sinne von Artikel 46, § 1, 3°, des Gesetzbuches auferlegt.

Art. 5 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses gemäß den Bestimmungen von Artikel 43 des Gesetzbuches beauftragt.

Namur, den 14. November 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2007/203547]

14 NOVEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Marche - La Roche met het oog op de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte voor de vestiging van een zuivelbedrijf, een woongebied met een landelijk karakter en de onttrekking aan hun bestemming van twee gemengde bedrijfsruimten op het grondgebied van de gemeente Rendeux (Chéoux en Jupille-sur-Ourthe)

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2007 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2004 tot regeling van de werking van de Regering, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 16 september 2004 en 15 april 2005;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 22, 23, 30, 35, 42 tot 44 en 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 maart 1987 tot opstelling van het gewestplan Marche - La Roche;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 maart 2006 tot beslissing tot herziening van het gewestplan Marche - La Roche en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte voor de vestiging van een zuivelbedrijf en de onttrekking aan hun bestemming van twee gemengde bedrijfsruimten op het grondgebied van de gemeente Rendeux (Chéoux en Jupille-sur-Ourthe);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 oktober 2006 tot beslissing tot uitvoering van een effectenonderzoek over het voorontwerp van herziening van het gewestplan Marche - La Roche met het oog op de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte voor de vestiging van een zuivelbedrijf en de onttrekking aan hun bestemming van twee gemengde bedrijfsruimten op het grondgebied van de gemeente Rendeux (Chéoux en Jupille-sur-Ourthe);

Overwegende dat voornoemd besluit de gegevens van het voorontwerp van herziening van het gewestplan met betrekking tot de opnemings van de gemengde bedrijfsruimte, het bijkomende voorschrift waarbij het gebied voorbehouden wordt voor de vestiging van een zuivelbedrijf en aanverwante activiteiten of andere agrovoedingsbedrijven en de aanleg van een weg om het verkeer van en naar het zuivelbedrijf uit Chéoux-dorp weg te houden, opgenomen als alternatieve compensatie voor de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied, overeenkomstig artikel 46, § 1, lid 2, 3°, van het Wetboek, aan een effectenonderzoek heeft onderworpen; dat de opnemings van twee landbouwgebieden als planologische compensatie daarentegen is beschouwd als de wil om een feitelijke toestand in stand te houden die geen niet te verwaarlozen effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu en waarvoor dus geen milieueffectenonderzoek moet worden opgesteld;

Overwegende dat de uitvoering van het effectenonderzoek voor een gewestplan in verband met het voorontwerp van herziening van het gewestplan Marche - La Roche, bovenvermeld, op 25 januari 2007 toevertrouwd is aan de ontwikkelaar "Aménagement SC" uit Brussel overeenkomstig een overheidsopdracht die gegund is via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in de zin van artikel 17, § 2, 1°, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat dat effectenonderzoek voor een gewestplan de sociaal-economische verantwoording van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Marche - La Roche bevestigt wegens het belang van de zuivelcoöperatieve "Laiterie coopérative de Chéoux" voor de levensvatbaarheid van de zuivelketen in Wallonië en de werkgelegenheid in landelijke gebieden;

Overwegende dat de beoordeling van het voorontwerp van herziening tot het besluit kwam dat een alternatieve ligging enkel te verantwoorden was bij uitbreiding of wijziging van de activiteiten van het zuivelbedrijf; dat de auteur van het effectenonderzoek voor een gewestplan in dat verband er niet van uitgaat dat de te verwerken melkhoeveelheden nog zouden kunnen toenemen daar zijn ontwikkelingsvooruitzichten eerder in een hogere productkwaliteit of in de productie van nieuwe producten met zeer veel toegevoegde waarde liggen;

Overwegende dat, gelet op de reeds uitgevoerde investeringen, enkel nog de verplaatsing van de kaasmakerij ter verlaging van de geluidshinder voor de buurt nog tot de mogelijkheden behoort; dat die verplaatsing perfect doenbaar is binnen in de omtrek bepaald voor de toekomstige gemengde bedrijfsruimte;

Overwegende dat het onderzoek er bijgevolg van uitgaat dat de locatie die in het voorontwerp wordt voorgesteld het best geschikt is om tegemoet te komen aan de doelstellingen van de herziening van het gewestplan;

Overwegende dat de milieueffectenbeoordeling van het voorontwerp van herziening van het gewestplan volgende gegevens naar voren bracht :

- de gevolgen voor de lucht zijn gering en de maatregelen gericht zowel op de zich eventueel verspreidende geur als op de nog sterkere verlaging van koolstofdioxideproductie dan die welke verkregen wordt dankzij het gebruik van lichte stookolie vallen niet onder deze procedure;

- de gevolgen van het voorontwerp voor oppervlakte- en grondwater zijn eveneens gering; de waterdichtheid van het opslagmaterieel voor natrium en zuur en van de opslagtanks voor lichte stookolie wordt doeltreffend geacht; het voorhanden zijn van een zuiveringsstation beperkt de lozing van afvalwater en een poel zorgt voor het vergaren van het afstromend oppervlaktewater. De ontwikkelaar is de mening toegedaan dat het voornemen van het zuivelbedrijf om de poel om te vormen tot een bezinkvijver voor een nog sterkere vermindering zal zorgen van de organische vracht

van het uit het zuiveringsstation afkomstige water voor lozing ervan in de rivier en beveelt verder aan dat er monsters worden genomen van het geloosde afvalwater in het kader van het effectenonderzoek voor een toekomstige vergunningsaanvraag zodat gewaarborgd wordt dat de terzake geldende normen nageleefd worden en dat de aquatische fauna en flora niet zullen lijden onder de bedrijvigheid van de zuivelfabriek;

- de akoestische waarden die in het kader van het milieueffectenonderzoek geregistreerd zijn gedurende een volle week op vier punten waarvan de Lambertcoördinaten overeenstemmen met de meetpunten van CEDIA (Universiteit Luik) bevestigen de resultaten van de akoestische simulaties en de metingen die voorheen door dat ingenieursbureau zijn verricht; het achtergrondgeluidsniveau is lager dan 40 dB(A) tijdens de zeven gemeten nachten, uitgezonderd het punt tegenover de woning Dethier, waar het gemiddelde L95-niveau 41,4 dB(A) bereikt; overigens wordt in het onderzoek vastgesteld dat de herziening van het gewestplan via de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte de geluidshindernorm wijzigt, en meer bepaald de grenswaarde die in acht moet worden genomen 's nachts, namelijk 45 dB (A), bepaald bij tabel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en wordt in dat opzicht aanbevolen dat de overheid die de vergunningen zal moeten verstrekken niet strikt aan die grenswaarde vasthoudt maar eerder geluidsniveaus vastlegt die overeenstemmen met tussenniveaus van 45 tot 40 dB (A) 's nachts;

- door de vestiging ervan in het laagtepunt van de vallei en midden in het landschapsgeheel gaat het zuivelbedrijf op in het landschap hoewel het daardoor ook, bekeken vanuit hoger gelegen gezichtspunten, een brandpunt vormt in een open landschap; al dragen de onbebouwde ruimtes in de locatie ertoe bij dat de gebouwde volumes als gespreid liggend overkomen en in het dorpsgezicht zijn opgenomen, ontstaat een negatief visueel effect door hun omvang en hun huidige inrichting; de omvorming van de boomgaard, gelegen in het noordoosten van het zuivelbedrijf, tot landbouwgebied strekt tot de bescherming van die aangeplante oppervlakte die het dorpskarakter mee bepaalt en het zuivelbedrijf in het dorpsgezicht en in het landschapsgeheel opneemt; om te waarborgen dat nieuwbouw of verbouwingen in het landschap en de bebouwing opgaan, dienen de stedenbouwkundige vergunningen met betrekking daarop tegemoet te komen aan strikte vereisten inzake vestiging, omvang, volumetrie en materialen; het beste zou zijn dat de bestaande gebouwen die het minst in het landschap passen op korte termijn een begroeiing krijgen en dat het in 2004 opgevatte project om enkel rondom het eigendom een groene strook aan te leggen wordt aangevuld met de aanplanting van, de landschapsperceptie bevorderende, hoge bomengroepen en dat uitheemse soorten worden uitgesloten;

- het verkeer van en naar het bedrijf telt van 16 tot 24 vrachtwagens overdag en 2 tot 3 's nachts afhankelijk van de periodes van het jaar en wordt uiterst gering geacht tegenover het totale verkeer en lichtjes lager ten opzichte van het vrachtverkeer, zuivelbedrijf niet meegerekend; de alternatieve route waarin het voorontwerp van herziening van het gewestplan voorziet als alternatieve compensatie ongeacht het tracé veroorzaakt een negatieve impact op de fauna, geluidshinder dat meer bepaald resulteert in geluidsemissies naar tot nu onaangetaste richtingen en zal een negatieve uitwerking op het valleilandschap hebben;

Overwegende dat de auteur van het effectenonderzoek samenvattend uit de milieueffectenbeoordeling besluit dat het voorontwerp van herziening geen vat kan krijgen op de huidige fysische toestand, behalve via de aanleg van de alternatieve route als alternatieve compensatie en de mogelijks onverkorte oplegging van geluidsnormen voor gemengde bedrijfsruimtes zoals bepaald bij tabel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Overwegende dat de auteur van het effectenonderzoek overigens aanbeveelt om de afgedankte bedrijfsruimte van het voormalige zuivelbedrijf, erkend bij ministerieel besluit van 27 juli 2005 en heden opgenomen als gemengde bedrijfsruimte in het gewestplan, te bestemmen als woongebied met een landelijk karakter zodat er juridisch gezien niets de doorvoering van een woningbouwprogramma in de weg staat en voorkomen wordt dat een economische activiteit die niet noodzakelijk voldoet aan de voorwaarde van verenigbaarheid met de buurt, opgelegd bij artikel 26 van het Wetboek met betrekking tot de activiteiten, toegestaan in woongebieden, hun intrek zouden gaan nemen in de voormalige gebouwen van het zuivelbedrijf;

Overwegende dat bijgevolg uit de doorgevoerde beoordeling blijkt dat de ontwikkelaar, voor zover afgezien wordt van de aanleg van de alternatieve route die financieel en ecologisch in wanverhouding staat tot het aandeel van het verkeer dat van de openbare weg afgeleid wordt en voor zover de afgedankte bedrijfsruimte van het voormalige zuivelbedrijf opgenomen wordt als woongebied met een landelijk karakter, het voorontwerp van herziening van het gewestplan Marche - La Roche niet in twijfel trekt;

Overwegende dat de aanvullende maatregelen en de maatregelen die de ontwikkelaar voorstaat om de negatieve effecten van het voorontwerp terug te dringen betrekking hebben op :

- het opleggen in de latere milieu- en de bedrijfsvergunning van een 's nachts toegelaten tussenniveau voor geluidshinder van 40 tot 45 dB (A);

- de uitvoering in het kader van effectenonderzoeken in verband met eventuele aanvragen voor milieu- en bedrijfsvergunning van monsternemingen van waterlozingen in de beek vanwege het zuivelbedrijf;

- de maatregelen die getroffen moeten worden om de bestaande bouwwerken beter in het landschap op te nemen in de bebouwde en onbebouwde context van Rendeux-dorp, en de architectonische voorschriften voor de plaats, het profiel, de volumetrie en de materialen voor nieuwbouw en bestaande bouwwerken die vergroot of verbouwd zouden worden;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 42, lid 7, van het Wetboek de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie Ruimtelijke Ordening) regelmatig op de hoogte is gehouden van de ontwikkeling en de resultaten van het effectenonderzoek dat is opgesteld in verband met het voorontwerp van herziening van het gewestplan La Roche - Marche; dat ze op 13 maart 2007 geopperd heeft dat de eerste fase van het onderzoek afdoend en kwaliteitsvol was en op 29 juni 2007 bevestigd heeft dat de doorgevoerde werken kwaliteitsvol waren; dat de Commissie zich overigens geschaard heeft achter de voorstellen van de ontwikkelaar wat betreft de opnemings van de locatie van het voormalige zuivelbedrijf en als woongebied met een landelijk karakter en het ongeschikte karakter van de alternatieve route;

Overwegende dat de gewestelijke commissie een gunstig advies uitbrengt over de andere bestemmingsvoorstellen vervat in het voorontwerp, namelijk: de opnemings van de locatie van het huidige zuivelbedrijf als gemengde bedrijfsruimte en van de boomgaard gelegen naast het zuivelbedrijf van Chéoux, gelegen in een gemengde bedrijfsruimte op het geldende gewestplan, en van de gemengde bedrijfsruimte van Jupille-sur-Ourthe als landbouwgebieden;

Overwegende dat op het voorstel van de Commissie om de gemengde bedrijfsruimte te voorzien van een bijkomend voorschrift "AE" om het gebied uitsluitend voor te behouden voor agrovoedingsactiviteiten reeds gunstig werd ingegaan door het bijkomend voorschrift *S13, ingevoegd in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van

16 maart 2002 tot opstelling van het voorontwerp van herziening van het gewestplan; dat dat voorschrift de voorkeur kreeg boven de overdruk "AE" zoals omschreven in artikel 31, § 1, van het Wetboek dat, door de bestemming van de gronden te beperken tot agrovoedingsbuurtactiviteiten, zonder objectieve reden de perspectieven voor eventuele herverdeling van de gronden beperkt zou hebben; dat de Regering om die reden niet ingaat op het desbetreffende advies van de Commissie;

Overwegende dat de Regering alle aanbevelingen en maatregelen van de auteur van het effectenonderzoek overneemt; dat zij zich aldus schaaft achter het voorstel om de locatie van de afgedankte bedrijfsruimte van het voormalige zuivelbedrijf op te nemen als woongebied met een landelijk karakter en afziet van de aanleg van de alternatieve route bepaald bij het voorontwerp van gewestplan; dat de aanbevelingen en maatregelen met betrekking tot de geluidshinder en de waterlozingen niet onder het gewestplan vallen en enkel in overweging genomen zullen moeten worden bij de behandeling van de bestuurlijke procedures voor de vergunningen die in correlatie staan tot deze herziening van het gewestplan en in voorkomend geval verder aangestipt en aangevuld zullen worden; dat de aanbevelingen en maatregelen strekkende tot de opname in het landschap van de bestaande en toekomstige gebouwen van het zuivelbedrijf voldoende omschreven zijn door de ontwikkelaar en, althans gedeeltelijk, een operationeel karakter hebben waardoor ze nu reeds vastgesteld kunnen worden als inrichtingsmaatregelen voor de gemengde bedrijfsruimte;

Overwegende dat die inrichtingsmaatregelen met een landschappelijk karakter veronderstellen dat wat betreft het bestaande, een aanplantingsplan wordt opgesteld dat meer bepaald voorziet in de aanplanting van uitsluitend lokale en inheemse soorten en de aanplanting van enkele hoge boomgroepen op de locatie om te voorkomen dat er te veel ononderbroken oppervlaktes ontstaan en de perceptie van de locatie vanaf een verafgelegen punt te bevorderen en dat bevestigd wordt door de gemachtigd ambtenaar en uitgevoerd wordt binnen de drie jaar na de definitieve aanneming van deze herziening van het gewestplan; de aanplantingen kunnen op volgende manier nader aangegeven worden :

- aanplanting van hoogstammige bomen;
- ter hoogte van de opslagzone, langs de berijdbare weg;
- op de parkeerzone aan de straatkant, juist voor de volumes van de verwerkingshal;
- aan de rand van de van een betonlaag voorziene binnenplaats;
- verspreide aanplantingen in de buurt van gebouwen die een negatieve impact vertonen;
- de aanleg van een groen scherm als buffergebied naar de omwonenden van de rue Lavaux;

Overwegende dat wat betreft de toekomstige of bestaande bouwwerken die vergroot of verbouwd zouden worden, de voorschriften van de eventuele stedenbouwkundige of globale vergunningen op de achterliggende filosofie van het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden zullen moeten steunen, alsook op de publicatie met als titel "Conseils pour l'intégration paysagère des bâtiments agricoles" uitgegeven door het Ministerie van het Waalse Gewest (Directoraat-generaal Landbouw - Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium) en meer bepaald het volgende nader zullen moeten omschrijven :

- aanplantingen in achthoek of volgens de hoogtelijnen;
- profielen en volumes op schaal van de dorpsomgeving, naleving van de traditionele plaatselijke volumetrie en opdeling van de grote volumes;
- traditionele materialen voor kleine volumes, industriële materialen die verenigbaar zijn met de traditionele context voor de grote volumes;

Overwegende dat de Regering er ten slotte op grond van het effectenonderzoek van de ontwikkelaar naar aanleiding van het voorontwerp van het gewestplan en de adviezen die tot nu toe zijn uitgebracht door de gewestelijke commissie, van uitgaat dat de instandhouding van de activiteit van het zuivelbedrijf van Chéoux op de huidige locatie van Rendeux verantwoord is en daartoe voorlopig opteert voor de opnemingsplan van Marche - La Roche van :

- een gemengd bedrijfsgebied van 2,6 ha op de gronden heden opgenomen als gemengde bedrijfsruimte over 1,8 ha en als landbouwgebied over 0,8 ha en ingenomen door de zuivelcoöperatieve Chéoux, gelegen rue Lavaux te Rendeux;
- van een landbouwgebied van 1,8 ha ter planologische compensatie in de zin van artikel 46, lid 2, 3°, van het Wetboek, op de gronden heden bestemd als gemengde bedrijfsruimte te Jupille-sur-Ourthe;

- Evenals ter aanvulling de opnemingsplan :

van een woongebied met een landelijk karakter van ongeveer 0,1 ha op de locatie van de afgedankte bedrijfsruimte van het voormalige zuivelbedrijf;

en van een landbouwgebied op het terrein van ongeveer 0,3 ha gelegen benoorden de gemengde bedrijfsruimte heden ingenomen door een boomgaard;

Overwegende dat de herbepemming van de locatie van het zuivelbedrijf bepaald moet worden voor het geval het zijn activiteiten zou stopzetten; dat bijgevolg voorgesteld wordt de overdruk te bevestigen van een bijkomend voorschrift *S13 bepaald op de gemengde bedrijfsruimte bij het voorontwerp van herziening om de band van de activiteit te vrijwaren met de landbouwsector in dat geval;

Overwegende dat ter begunstiging van een betere opname van de bestaande en toekomstige gebouwen van het zuivelbedrijf in het landschap eveneens in dat gebied voorzien moet worden in bijzondere inrichtingsmaatregelen zoals die aanbevolen door het effectenonderzoek en hierboven omschreven;

Overwegende dat hoewel de in het vooruitzicht gestelde planologische compensatie op zich alleen al voldoet aan het bepaalde van artikel 46, § 1, 3°, van het Wetboek, de Regering eveneens als alternatieve compensatie de vorming oplegt van een zakelijk recht ten bate van de gemeente Rendeux met betrekking tot het voormalige gebouw van het zuivelbedrijf in natuursteen, afgedankt met vaststelling bij ministerieel besluit van 27 juli 2005;

Overwegende dat de procedure verder gezet dient te worden door de voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan Marche - La Roche;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. De herziening van het gewestplan van Marche - La Roche (blad 55/5) met het oog op de opnemings van een gemengde bedrijfsruimte voor de vestiging van een zuivelbedrijf te Chéoux, een woongebied met een landelijk karakter en twee gemengde bedrijfsruimten te Chéoux en Jupille-sur-Ourthe op het grondgebied van de gemeente Rendeux wordt voorlopig aangenomen overeenkomstig bijgevoegd plan.

Art. 2. Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt "S13", is van toepassing op de gemengde bedrijfsruimte opgenomen op het plan bij dit besluit :

"De gemengde bedrijfsruimte met merk *S13 wordt voorbehouden voor de aanplanting van een zuivelbedrijf en aanverwante activiteiten of voor andere agrovoedingsactiviteiten."

Art. 3. Als inrichtingsmaatregelen in de zin van artikel 23, 3°, van het Wetboek maakt de gemengde bedrijfsruimte, opgenomen op het plan bij dit besluit, het voorwerp uit van een landschapsplan dat voorziet in de aanplanting van uitsluitend lokale en inheemse soorten en de aanplanting van enkele hoge boomgroepen op de locatie om te voorkomen dat er te veel ononderbroken oppervlaktes ontstaan en de perceptie van de locatie vanaf een verafgelegen punt te bevorderen; die aanplantingen bevatten minstens volgende bestanddelen :

a) aanplanting van hoogstammige bomen;

- ter hoogte van de opslagzone, langs de berijdbare weg;

- op de parkeerzone aan de straatkant, juist voor de volumes van de verwerkingshal;

- aan de rand van de van een betonlaag voorziene binnenplaats;

b) verspreide aanplanting in de buurt van gebouwen die een negatieve impact vertonen;

c) de aanleg van een groen scherm als buffergebied naar de omwonenden van de rue Lavaux.

Dat plan krijgt de instemming van de gemachtigd ambtenaar. De uitvoering ervan moet plaats vinden binnen de drie jaar na definitieve herziening van het gewestplan.

De voorschriften van de stedenbouwkundige vergunning en de globale vergunning steunt eveneens op de filosofie van het algemeen reglement voor gebouwen in een landschappelijke omgeving, evenals op de publicatie met als titel "Conseils pour l'intégration paysagère des bâtiments agricoles" uitgegeven door het Ministerie van het Waalse Gewest (Directoraat-generaal Landbouw - Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium) en meer bepaald het volgende zullen opgeven :

- aanplantingen in achthoek of volgens de hoogtelijnen;

- profielen en volumes op schaal van de dorpsomgeving, naleving van de traditionele plaatselijke volumetrie en opdeling van de grote volumes.

- traditionele materialen voor kleine volumes, industriële materialen die verenigbaar zijn met de traditionele context voor de grote volumes;

Art. 4. De vorming van een zakelijk recht ten bate van de gemeente Rendeux met betrekking tot het oude gebouw van het zuivelbedrijf in natuursteen, afgedankt met vaststelling bij het ministerieel besluit van 27 juli 2005, wordt opgelegd als alternatieve compensatie in de zin van artikel 46, § 1, 3°, van het Wetboek.

Art. 5. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit overeenkomstig de bepalingen van artikel 43 van het Wetboek.

Namen, 14 november 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

[2007/203560]

6 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2005 portant nomination des membres des délégations du Gouvernement à la Commission internationale de l'Escaut et à la Commission internationale de la Meuse

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 novembre 2003 portant assentiment à l'Accord international sur l'Escaut, fait à Gand le 3 décembre 2002, ainsi qu'à ses annexes;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, notamment les articles D.14 et D.15 et R.36 à R.40;